



COMMUNIQUÉ DE PRESSE, 28 octobre 2018

1,5 °C : 13 COLLECTIVITÉS ET 4 ASSOCIATIONS INTERPELLENT TOTAL FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

A l'heure où le GIEC sonne l'alerte sur les conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C, 13 collectivités et quatre associations interpellent le groupe Total pour dénoncer **l'absence, dans son plan de vigilance, de référence au risque climatique et d'actions adaptées pour le réduire.**

Les émissions de gaz à effet de serre de ce groupe industriel, qui figure au 19ème rang des plus grands pollueurs du monde, représentent à elles seules plus des deux tiers de l'ensemble des émissions de la France (311 Mteq CO2 pour Total, et 463 Mteq CO2 pour la France en 2015).

Les Maires des communes et collectivités d'Arcueil, Bayonne, Bègles, Correns, Est-Ensemble, Grande-Synthe, Grenoble, La Possession (la Réunion), Mouans-Sartoux, Nanterre, Saint-Yon, Sevran, et Vitry-le-François, ainsi que les associations Notre Affaire à Tous, Les Eco Maires, Sherpa et ZEA, lancent la première interpellation d'une entreprise pétrolière et gazière sur le fondement du devoir de vigilance au regard du risque climatique.

A travers cette action, **ils demandent au groupe Total de se conformer à l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C afin de prévenir un emballement du système climatique.** Le GIEC, dont l'autorité n'est plus discutée, a défini la trajectoire sur laquelle nous devons tou.te.s nous inscrire, en premier lieu les grandes entreprises du secteur de l'énergie.

Si Total ne corrige pas son plan de vigilance en 2019, une action en justice avec mise en demeure pourrait être engagée.

L'effort mondial doit être partagé par tous. A travers cette première interpellation publique, les collectivités et associations envoient un message clair à l'ensemble du monde économique : l'effort mondial de lutte contre le réchauffement climatique doit être partagé par l'ensemble des acteurs.

Contacts presse :

Marie Toussaint, présidente de Notre Affaire à Tous, marie@notreaffaireatous.org, 06.42.00.88.68
Me Sébastien Mabile, Cabinet Seattle Avocats, smabile@seattle-avocats.fr, 06.62.65.35.19
Marguerite Hedde, attachée presse des Eco Maires, margueritehedde@commstrat.fr, 06.59.06.29.75

Ils soutiennent cette action :

350 - La Fondation France Liberté Danielle Mitterrand - Nature Rights - Partager c'est sympa - REFEDD

